

Pierre André Malouet

Victor

Confrère de l'Oratoire

Entré: 1754

Sorti:

Né à Riom (Puy de Dôme) , le 11 février 1740

Mort à Paris , le 7 septembre 1814

Député aux Etats généraux 1789
ministre de la Marine

Notes bio-bibliographiques

E. Bonnardet
p. de l'Oratoire

Voir :

Le Roux de Lincy : un nouveau témoin de la Révolution. Le Mans, Monnoye, 1868, in 8 de 7 pages
Analyse des mémoires de Malouet. 8^e La 30 35

Sainte Beuve : Nouveaux Lundis, XI

V. du Bled : Notice biographique, dans les Causeurs, p 141-151 en 1889

A. Gavoty : Comment mourut Malouet, dans l'Avenir du Plateau central, 3 juillet 1935.

C. L. Rokke : Le plaidoyer de Malouet en faveur de l'esclavage en 1789 dans les Annales historiques de la Rév. fr. t. XV
de 1958

A. Delcourt : La réponse à M. Malouet, dans les Annales hist. de la Rév. fr. 1939. t. XVI. p 444-450

Le Confrère Pierre André Victor Malouet

M. M. 607 = 5^e catalogue ; cl 1061 =

Pierre André Victor Malouet, du diocèse de Clermont, entré à Paris en 1754. Sorti

MM. 612 , page , N° 1592 2^ema copie

Le Confrère Pierre André Victor Malouet, laïc

Né à Riom, 15 ans

Fils de Pierre André Malouet, procureur au présidial de Catherine
Villavauc

Humanités à Riom

Entré à Paris le , vêtu le 31 octobre 1754

Pension : entretien seul Sorti

M. M. 614 , page 76 , N° 381

Le confrère Pierre André Victor Malouet, laïc

Né à Riom, diocèse de Clermont, 15 ans

Fils de Pierre André Malouet, procureur, et de
Catherine Villavauc

Humanités au collège de Riom

Entré à Paris le , vêtu le 31 Octobre 1754

Pension : il doit seulement s'entretenir

MM 617 P 88 N 4255 =

Le confrère Pierre André Victor Malouet, laïc

né à Riom, dioc. Clermont 15 ans

Fils de Pierre André Malouet, procureur au présidial de
Riom et Catherine Villavauc

humanités à Riom

pas de pension, mais entretien

entré à Paris le

reçu le 30 oct 1754 Sorti

Pierre Victor Malouet, baron, intendant de marine, législateur, conseiller d'Etat et ministre né à Riom (Puy de Dôme) le 11 février 1740 « de maître Pierre André Malouet (sic), bailli d'olivet, notaire royal et procureur en la sénéchaussée d'Auvergne et de Demoiselle Catherine Villeneuve », mort à Paris 7 sept. 1814.

Il entra dans l'administration au département de la marine et des colonies, et, après avoir été successivement sous-commissaire, puis commissaire à St-Domingue, il fut nommé en 1780 intendant de la marine à Toulon.

Élu le 21 mars 1789 député du tiers Etat aux Etats généraux par la sénéchaussée de Riom, il fit partie du comité de la Marine et se fit remarquer de suite par son royalisme intraitable. Avec Cazabès, il demanda pour le roi une espèce de pouvoir dictatorial, et, après la journée du 10 août, il émigra en Angleterre, puis retourna en France sous le Concordat et fut réintégré dans l'administration de la Marine par ordre du Premier consul. En l'an XI, il fut nommé commissaire général à Brest et fut chargé d'y établir des chantiers, d'acheter l'arsenal, de construire des vaisseaux. Nommé conseiller d'Etat, il fut créé, le 31 janvier 1810 baron de l'Empire et officier de la Légion d'honneur le 16 mai de la même année; mais, en 1812, suspecté de royalisme, le Sénat le fit exiler en Lorraine. En 1814, il accepta, sous le gouvernement provisoire, les fonctions de commissaire au département de la Marine, et Louis XVIII, dès qu'il fut intronisé, le nomma ministre de la Marine.

Tombé malade, il succomba à sa tâche le 7 sept. 1814 et, n'ayant aucune fortune, le roi payait aux frais de ses funérailles.

Hamel

Notice sur Pierre Victor Malouet

Dans

Histoire de l'abbaye et du collège

de

Juilly page 552 - 576

dont il était un des aides de camp, il fut tué raide par une balle reçue à la tête dans la charge célèbre des cuirassiers Doumerc, à laquelle il voulut prendre part. Il avait vingt-huit ans¹.

IV

A la politique, à la magistrature et à l'administration : Malouet (Pierre-Victor), élève de 1754 à 1756.

Malouet est, sans contredit, l'une des plus grandes et des plus nobles figures de la Révolution. Son rare bon sens, sa clairvoyance et sa fermeté d'âme eussent été capables d'en conjurer les excès et d'en régler le cours, si ses sages avis eussent été plus écoutés par Louis XVI et mieux suivis par ses ministres.

Fils du bailli de la petite ville d'Oliergues, il était né à Riom le 11 février 1740. Il commença ses études dans la maison paternelle sous la direction d'un précepteur « ignorant et spirituel qui ne lui apprit rien² », et vint les achever à Juilly où l'avait appelé, à quatorze ans, un de ses oncles³, oratorien de mérite qui, depuis 1749, y était régent de philosophie. Il fit ensuite son droit, cultiva entre temps la poésie⁴ et s'embarqua, en 1759, pour le Portugal avec le titre de chancelier de notre consulat à

1. V. le récit de sa mort dans *Madame de Montagu*, p. 401. Les maréchaux de camp : comte Meyronnet de Saint-Marc et Canavas Saint-Amand furent aussi des élèves de la même époque.

2. *Mémoires* de Malouet, t. I^{er}, p. 2.

3. *Ibid.* Le R. P. Malouet (Pierre-Antoine).

4. A dix-huit ans, il avait fait sa tragédie : une *Mort d'Achille*, plus deux comédies.

Lisbonne. Il n'en exerça jamais les fonctions, mais demeura attaché à la personne de notre ambassadeur, le comte de Merle, dont les démêlés avec Pombal témoignent de l'insolence du ministre portugais, bien digne, par ses concussions comme par ses impiétés¹, de devenir le persécuteur des Jésuites. Rentré en France, vers la fin de 1761, avec son protecteur, il dut à son appui d'être attaché à l'armée du maréchal de Broglie en qualité d'inspecteur de la régie des fourrages. La paix de 1763 lui fit perdre cette sinécure; mais bientôt après il entra dans l'administration de la marine; il y resta vingt-cinq ans, tour à tour inspecteur des ports, ordonnateur au Cap, commissaire général, ordonnateur à la Guyane, membre du comité de législation des colonies, intendant de la marine à Toulon, et y rendit, dans ces diverses fonctions, des services signalés.

C'est par ce maniement prolongé des affaires publiques qu'il préluda au grand rôle politique que Riom, sa ville natale, l'appela à jouer, en le choisissant pour son député aux États généraux².

Il avait salué cette aurore de la Révolution avec l'enthousiasme irréfléchi de la plupart de ses contemporains; mais à peine les orages de l'assemblée d'élection de son baillage eurent-ils projeté à ses yeux les sinistres lueurs de l'avenir; à peine eut-il entendu « de petits bourgeois, « des praticiens, des avocats³ sans aucune instruction

1. *Mémoires* de Malouet, p. 10 et 11.

2. Le 5 juillet 1788, avait paru l'arrêt de *convocation des États généraux du Royaume*, et le 8 août suivant, celui qui fixait leur réunion à Versailles, au 1^{er} mai 1789.

3. La députation du *Tiers* comptait 272 avocats sur 600 mem-

« sur les affaires publiques, citant le *Contrat social*,
« déclamant avec véhémence contre la tyrannie, contre
« les abus et proposant chacun une Constitution, que
« toutes ses illusions s'évanouirent. Il se représenta tout
« ce que de telles extravagances pouvaient produire de
« désastreux sur un plus grand théâtre, et il fut au mo-
« ment de donner sa démission¹ ».

Mais quels qu'aient pu être dès alors ses pressentiments et ses craintes, il ne varia jamais dans sa ligne politique et consacra tous ses efforts à doter son pays de cette monarchie tempérée qu'il jugeait, dans l'état des choses, la seule forme de gouvernement capable de lui assurer le double bienfait de l'ordre et des libertés publiques; et, lorsque, après un siècle de périlleuses agitations, l'on se demande encore quelle est la voie qu'il fallait suivre à travers ce dédale obscur et sanglant qui s'est appelé la Révolution, on est forcé de reconnaître avec l'historien *des Vicissitudes politiques de la France* « que c'est la
« route tracée par Malouet qui paraît à la fois la plus
« honorable et la plus sûre, et qu'en tout cas, c'était la
« voie du salut, s'il y en avait une² ».

Très au courant de l'état des esprits en 1789, il savait de quelle volonté unanime on voulait un gouvernement libre, mais sagement ordonné. Il comprit dès lors la nécessité d'une transaction entre la couronne et l'opinion publique, et il résuma lui-même, dans les cahiers de son bail-

bres. C'était là *cette domination de la chicane* dont s'alarmait Burke et qu'il déplorait.

1. *Mémoires*, t. I^{er}, p. 245.

2. Le baron de Larcy : *Gazette de France* du 23 oct. 1868.

liage, les réformes qui pouvaient sauver la royauté et préserver la France d'effroyables malheurs. Plaçant hors de conteste le principe monarchique, il attribuait au Roi la plénitude du pouvoir exécutif et plaçait son inviolabilité sous la sauvegarde de la responsabilité de ses ministres ; il partageait entre lui et la nation le pouvoir législatif, réservant à l'un le droit de *veto absolu* et à l'autre le vote de l'impôt. Il demandait la liberté individuelle, la suppression des juridictions d'exception, la liberté de la presse sous la censure des lois ; le système électif des conseils municipaux, l'abolition des justices administratives, l'unité de législation, la création d'une banque nationale et la suppression des douanes intérieures.

La prudence politique bien plus que sa propre opinion lui dictait ces concessions du pouvoir à la liberté ; car il ne croyait pas que la France, « où il y avait peu de propriétaires aisés, indépendants, libres de se livrer sans « salaire à des fonctions publiques, pût supporter les orages de la liberté et résister à la trop facile corruption « d'un gouvernement représentatif ¹ ». Mais il sentait que c'était là le vœu général du pays et il voulait que les réformes fussent opérées par le pouvoir, dominant le mouvement au lieu de le subir.

Dès avant les élections, il donnait aux ministres les plus prévoyants avis : « En convoquant les États généraux, « leur disait-il, vous vous êtes obligés à invoquer les « conseils et les secours de la nation. Dès lors, vous ne « pouvez plus marcher sans elle, et c'est dans sa force

1. *Mémoires*, t. II, p. 39.

« qu'il faut puiser la vôtre. Faites largement la part des
« besoins et des vœux publics; donnez satisfaction à
« l'ensemble des volontés et des intérêts que j'appelle
« *l'opinion publique*. L'autorité royale qui lui prêtera
« son appui en recevra à son tour une force irrésistible et
« pourra défendre même par la force tout ce que la vio-
« lence des factions ou l'extravagance des systèmes vou-
« drait attaquer. Gardez-vous donc de maintenir ou de
« défendre ce que l'expérience et la raison publique vous
« dénoncent comme proscrit; mais surtout ayez soin que
« tout soit prévu et combiné par vous dans le Conseil du
« Roi, avant l'ouverture des États; et ne commettez pas
« l'imprudence de livrer aux hasards des délibérations
« tumultueuses de 1200 législateurs les bases fondamen-
« tales et les ressorts de l'autorité royale. En un mot,
« que votre sagesse gouverne la force de l'opinion pu-
« blique; qu'elle la dirige dans ses choix comme dans
« l'expression de ses vœux; autrement, si vous la laissez
« agir sans guide et sans frein, vous en serez écrasés ¹. »

Les ministres, MM. Necker et de Montmorin, reconnaissaient la justesse de ces observations, mais ils n'osèrent pas s'y rendre; ils n'eurent pas le soin de circonscrire l'éligibilité des députés, et laissèrent même aux assemblées primaires la latitude de mettre en question les principes du gouvernement monarchique.

Malgré cette inqualifiable insouciance, le bon sens public, encore prédominant, sut maintenir ces principes dans tous les mandats.

1. *Mémoires*, t. Ier, p. 296.

C'est alors, aux yeux de Malouet, l'occasion d'affermir l'autorité royale et de lui éviter les risques d'un nouvel ébranlement. Il supplie les ministres de le saisir. Procédez sans retard, leur répète-t-il avec instance, au dépouillement des cahiers et faites considérer la majorité de leurs vœux comme la base des réformes à voter. « Ce travail
« à la main, le Roi dira au peuple : Vous voulez la liberté,
« la voilà. En voici les moyens et les conditions. Elles
« sont obligatoires pour moi, mais aussi pour vous. Vous
« avez exprimé vos vœux ; je les ai recueillis. J'appelle
« vos députés pour en vérifier l'exposé et pour sceller le
« contrat. Et maintenant que votre volonté m'est connue
« et que la mienne est promulguée, ni vos représentants
« ni les miens ne pourront l'altérer. Moi, votre roi, je
« veillerai pour vous, et j'emploierai vos forces à réprimer
« les mouvements factieux qui s'annoncent et qui mena-
« cent de troubler votre tranquillité et la mienne. Le
« premier séditieux qui tentera d'exciter des troubles, des
« insurrections, sera jugé et exécuté sur-le-champ¹. »

Un tel langage aurait rassuré le peuple et maintenu sa confiance ; les agitateurs n'auraient pas pu accréditer le bruit que la cour, hostile aux États généraux, s'entendait avec la noblesse et le clergé pour empêcher le peuple de devenir libre ; le sac des barrières et l'incendie des châteaux, ou n'auraient pas eu lieu, ou auraient été facilement réprimés ; et surtout l'idée subversive d'une Assemblée constituante n'aurait pas germé dans les esprits. Mais devant l'effacement de l'autorité royale, le pouvoir

1. *Mémoires*, t. I^{er}, p. 296.

nouveau qu'elle appelait à la consolider ne pouvait manquer d'empiéter sur elle jusqu'à l'annuler. C'est là, du reste, le sort et le châtement de tout gouvernement qui abdique¹; et les malheurs qui le frappent sont impuissants eux-mêmes à le disculper du mal qu'il a fait ou qu'il a laissé faire.

Malouet avait aussi recommandé de réserver au Roi la vérification des pouvoirs des députés et l'examen de la conformité de leur élection aux formes qu'il avait prescrites, sauf à renvoyer à une commission des États le jugement des élections contestées; il regardait également comme une des prérogatives royales indispensables la réglementation préalable du mode de votation. L'incurie des ministres négligea encore cette double précaution.

C'est ainsi qu'arriva le jour de l'ouverture des États généraux sans qu'on ait rien fait, rien prévu, rien concédé; « et que, quoiqu'il n'y ait eu alors, en réalité, ni « conjuration, ni faction redoutable, mais seulement « quelques boute-feu sans importance dont le chef appa- « rent, le duc d'Orléans, était un homme sans crédit, « sans caractère et sans talent, on laissa croître toutes « les agitations et toutes les inquiétudes jusqu'à ce que « l'opinion de la mauvaise foi de la cour et de ses sinis- « tres projets se fût répandue dans toutes les classes de « la nation et que la défiance générale n'admit plus de « composition² ».

Quoi qu'il en soit, le dévouement si éclairé de Malouet aux intérêts de la royauté marquait sa place, aux États

1. *Mémoires*, t. I^{er}, p. 249.

2. *Ibid.*, t. I^{er}, p. 252.

généraux, dans ce grand parti monarchique¹ dont le succès était alors possible, parce que, également éloigné de l'emportement qui a bouleversé de fond en comble l'ancienne société, et de l'obstination aveugle qui prétendait tout conserver d'un passé suranné, il voulait, conformément au vœu général, asseoir une monarchie constitutionnelle sur les trois grands principes de l'unité nationale, de l'égalité civile et de la liberté politique, avec un Roi investi de la puissance publique, une Chambre des députés élective et un Sénat viager.

Ses rares qualités d'homme d'État le rendaient même digne d'en devenir le chef. On lui préféra toutefois, pour ce grand rôle, Mounier, l'ancien secrétaire de la trop fameuse assemblée de Vizille². Ce fut la ruine du parti et un malheur pour la France.

Plus modéré et plus pratique dans ses vues de rénovation politique, Malouet eût été capable d'opérer sans secousse la transition régulière de l'ancien régime à celui du gouvernement représentatif; Mounier, esprit ardent, utopiste, mais faible et prompt à s'abattre, entraîna son groupe à des fautes irréparables, qui accélérèrent la perte de la royauté.

1. Voir les *Monarchiens de la Constituante*, par M. L. de Lavergne, *Revue des Deux-Mondes*, du 15 juin 1842, p. 941 et suiv. *passim*.

2. Mounier était l'auteur du prologue de la Révolution. L'assemblée du tiers ordre du Dauphiné, réunie à Vizille le 21 juillet 1788, l'avait élu pour son secrétaire. Quoique à peine âgé de trente ans, il avait su, par son talent et son caractère, l'animer de son esprit, et il lui avait fait voter ces trois principes : de l'égalité du nombre entre les députés du tiers et ceux des deux autres ordres ; de la délibération des trois ordres en commun et du vote par tête, qui eurent dans toute la France un immense retentissement.

Leur dissentiment se manifesta dès le premier jour.

On avait commis la faute de ne préparer que deux salles de délibérations séparées : l'une pour le clergé, l'autre pour la noblesse, et de n'en avoir pas réservé une troisième pour les communes. Force leur fut de rester dans la salle des États, où elles tinrent leurs séances, en présence des tribunes, toujours garnies d'un public nombreux. Malouet, pour assurer la liberté de leurs discussions, demanda l'évacuation des tribunes. Sa motion ne fut pas appuyée par Mounier. Volney soutint que les communes devaient délibérer en face de la nation ; et son avis prévalut. On sait quelle pression tyrannique les tribunes exercèrent trop souvent, depuis lors, sur les députés.

Leur désaccord s'accrut sur la question du vote des députés, soulevée par la renonciation du Roi à son droit de vérifier les pouvoirs. Mounier, impatient d'assurer la prépondérance des communes et l'égalité des personnes, réclamait à grands cris le vote en commun et par tête, qui entraînait la suppression des ordres et la fusion des classes. Malouet redoutait les conséquences de cette opinion hardie. Il voyait dans le maintien de la noblesse et du clergé le *palladium* de la royauté ; il comprenait que le vote par tête, en les mettant à la merci du tiers, les faisait disparaître et ne laissait plus au trône que l'appui chancelant des institutions démocratiques. Aussi se refusait-il à le leur imposer ; et il demandait qu'il fût de leur part le prix de concessions volontaires qui assureraient leurs prérogatives et leurs possessions légitimes. Sa voix resta sans écho. Le 17 juin, sur la proposition de Legrand et dans un accès de délire, les communes, à la majorité de

491 voix contre 90, se proclamèrent *Assemblée nationale*. Malouet taxa ce décret de subversif et d'usurpation téméraire. Il soutenait avec raison que « les députés des communes n'avaient pas le droit de se constituer en Assemblée nationale et de concentrer ainsi dans leur Chambre toute la représentation nationale, tandis que celles de la noblesse et du clergé existaient toujours légalement à côté d'eux, et qu'il dépendait du Roi qui, lui aussi, représentait la souveraineté nationale et en avait de plus l'exercice qui ne leur avait pas été délégué, d'annuler leur décret en ne lui donnant pas sa sanction et d'ajourner leur réunion à deux mois en les renvoyant dans leurs bailliages prendre de nouvelles instructions, puisqu'ils avaient dépassé et violé les premières¹. »

Trois jours après, à la séance du Jeu de paume, Mounier proposait de faire prêter par les députés le serment de ne pas se séparer avant d'avoir doté le royaume d'une Constitution. Malouet vit dans ce serment « un attentat contre l'autorité monarchique et un signal d'insurrection² » ; et il adjura Louis XVI d'interdire « aux députés l'entrée de la salle des États, mais à la condition de les renvoyer dans leurs bailliages, en annonçant clairement à la nation que cet ajournement n'avait pour objet que d'assurer la pleine et entière exécution du vœu national déjà violé par l'assemblée actuelle des communes³ ».

Mais, au lieu de dissoudre les états généraux, le Roi se borna, dans la séance royale du 23 juin, à ordonner aux

1. *Mémoires*, t. I^{er}, p. 283 et 300.

2. *Ibid.*, p. 281 et 285.

3. *Ibid.*, p. 285.

trois ordres de se séparer sur-le-champ et de se rendre le lendemain dans leurs salles respectives pour délibérer séparément, et il ne sut même pas imposer par la force le respect de sa volonté méconnue. Aussi cet « acte de violence » « timide » ne servit-il pas mieux son pouvoir que l'imprudence de sa circonspection antérieure¹.

Cependant Mounier, que la fermentation croissante des passions anarchiques commençait à éclairer sur le péril de ses dernières motions², chercha dès lors à se rapprocher de Malouet et hâta la nomination du Comité de Constitution qui le choisit pour rapporteur. Il comptait enrayer ainsi à ses débuts la Révolution, en fixant les bases de la liberté politique et du pouvoir législatif. Illusion nouvelle de son inexpérience que les événements se chargèrent de dissiper bien vite. Deux jours après le dépôt de son rapport, le renvoi des ministres provoquait les troubles de Paris. Le 12 juillet, l'émeute éclatait au Palais-Royal; le 13, les électeurs formaient à l'Hôtel de ville ce comité permanent qui fut l'origine de la Commune; le 14, la Bastille était prise. C'en était fait, la bête féroce que le Roi avait été si longtemps le maître de contenir, désormais déchaînée, entraît en scène; et la direction des esprits passait de l'Assemblée, que ne guidait déjà plus le groupe des *monarchistes*, à la place publique.

Mounier, témoin attristé de l'effacement de son parti

1. *Mémoires*, t. I^{er}, p. 286.

2. « Ce fatal serment était un attentat contre l'autorité du monarque, dit-il lui-même en parlant du serment du Jeu de paume. Combien je me reproche aujourd'hui de l'avoir proposé! » (*Recherches sur les causes qui ont empêché les Français de devenir libres*. Genève, 1792, t. I^{er}, p. 296.)

affaibli peu à peu par l'indifférence des uns, l'entraînait des autres et la peur du plus grand nombre, perdait courage et se prenait à douter de l'efficacité de son œuvre. Il restait pourtant encore le maître de son Comité, auquel il était parvenu à faire adopter presque toutes ses idées ¹. Mais dès le début de la discussion générale, il eut le tort de céder, contre sa conviction, à la pression de Sieyès et de la Fayette, et de consentir à faire précéder la Constitution d'une déclaration des droits de l'homme et du citoyen, dans laquelle Malouet ne voyait qu'une « métaphysique « aussi ridicule que dangereuse ² », propre uniquement à faire oublier aux individus leurs devoirs, en ne leur montrant que leurs droits.

D'accord avec son ami sur la forme du gouvernement, il maintenait la véritable notion du pouvoir royal, en déclarant le Roi le chef inviolable de la nation, investi du pouvoir exécutif intégral et partiellement du pouvoir législatif. Mais sur la nature même de ce dernier pouvoir leurs vues restaient divergentes. Mounier tenait pour une Chambre haute élective, limitée à 200 membres et composée des plus distingués des citoyens de toutes les classes. Malouet, au contraire, ne voulait ni de l'élection, ni de la limitation du nombre, ni surtout de l'exclusion de la noblesse et du clergé comme corps politiques; il craignait de soumettre la nation à la seule force numérique de ses membres sans

1. Le Comité définitif de rédaction de la Constitution, nommé dans la séance du 14 juillet, se composait de huit membres : Mounier, l'évêque d'Autun, Sieyès, Clermont-Tonnerre, Lally-Tollendal, l'archevêque de Bordeaux, Chapelier et Bergasse.

2. *Mémoires*, t. I^{er}, p. 301.

égard au classement hiérarchique des propriétés, des fonctions et des lumières.

L'un et l'autre reconnaissaient, du reste, la nécessité de la sanction royale et du *veto* illimité du Roi comme la condition indispensable de l'existence du pouvoir exécutif¹.

Le plus grand nombre des députés partageaient leurs idées. Mais déjà cette majorité imposante ne s'appartenait plus; les menaces des tribunes, les cris de mort proférés au dehors contre ses membres, la terrorisaient.

Quand, le 10 septembre, le scrutin s'ouvrit sur la grave question de la division du pouvoir législatif, 710 membres de l'Assemblée seulement sur 1,200, prirent part au vote. 499 se prononcèrent pour une Chambre unique; 89 pour deux Chambres; 122 s'abstinrent comme n'étant pas suffisamment éclairés. La minorité devint ainsi la majorité par l'absence et la fuite de la majorité véritable; car l'établissement des deux Chambres eût rallié 700 voix, si l'Assemblée eût été libre et que chacun eût obéi à son devoir². Le lendemain 11, on procéda au vote sur la question non moins décisive du *veto*; la majorité de la veille s'accrut de ces voix indécises qui ne manquent jamais de se rallier au parti qu'elles croient le plus fort; et 673 voix se prononcèrent pour le *veto* suspensif; 385 seulement pour le *veto* absolu³.

1. Ils appuyaient leur opinion sur ce passage de Montesquieu, au livre XI de *l'Esprit de Lois* : « Si la puissance exécutrice n'a pas le droit d'arrêter les entreprises du Corps législatif, celui-ci sera despotique; car, comme il pourra se donner tout le pouvoir qu'il peut imaginer, il anéantira toutes les autres puissances. »

2. *Les Monarchiens de la Constituante*. Art. cité *supra*, p. 955.

3. *Ibid.* — Necker, au 23 juin, avait, une première fois,

Ces deux décisions, rendues au mépris du vœu des cahiers, qui *tous* réclamaient la sanction royale sans condition et le maintien des deux premiers ordres, annulaient le pouvoir royal et bouleversaient toute l'économie du projet de Constitution. Mounier donna sa démission de membre du comité. L'Assemblée tint du moins à lui prouver son estime en l'élevant à la présidence dont il occupa noblement le fauteuil dans les fatales journées des 5 et 6 octobre¹. Mais dès le 9, en proie aux plus sombres pressentiments et ne se sentant pas la force de rester témoin de malheurs qu'il jugeait inévitables, il quitta l'Assemblée et Versailles pour se rendre à Grenoble, et de là, en Suisse.

Malouet comprit mieux les exigences de son mandat. Il prit part jusqu'à la fin aux travaux de l'Assemblée et, malgré l'isolement et les entraves dont il était l'objet, il donna à tous l'exemple du calme, de la modération et d'une inébranlable fidélité à son devoir.

Dans la discussion sur la propriété ecclésiastique, dont Talleyrand et Mirabeau demandent la confiscation, Malouet réclame le respect de la propriété ecclésiastique, et

sacrifié son devoir à sa popularité en s'abstenant de paraître à la séance royale, « Car son absence était une sorte d'accusation contre ses collègues et contre le roi lui-même. (*Mémoires*, t. I^{er}, p. 285.) Il encourut le même reproche à cette séance du 11 septembre, où il se prononça, lui aussi, pour le *veto suspensif* ».

1. Le 5, Mirabeau étant monté au bureau pour lui dire que 40,000 Parisiens marchaient sur Versailles, il refusa intrépidement de lever la séance. Le 6, le même Mirabeau ayant dit que la dignité de l'Assemblée ne permettait pas aux députés de se rendre au château pour entourer le Roi : « Notre dignité, lui répondit Mounier, est de faire notre devoir. » (*Les Monarchiens*, loc. cit., p. 955.)

propose la conservation de ceux de ces biens qui sont nécessaires à l'entretien du culte, du clergé et des pauvres, et l'aliénation seule du surplus par l'Eglise elle-même. C'est là une solution acceptable de ce difficile problème : car elle permet de procéder sans secousse à une grande et féconde opération financière, de faire concourir le clergé au bien de l'État et de maintenir la paix publique. L'Assemblée, aveuglée déjà par l'esprit de secte et d'impiété qui l'envahit, ne sait que la rejeter ¹.

Au milieu de l'effarement général des esprits, il n'a qu'un but, et il le poursuit avec une rare énergie : sauver la monarchie et la personne du Roi. Pour l'atteindre, il essaie d'abord de rallier les tronçons épars de la majorité de l'Assemblée. Il sait que cette majorité est composée de gens faibles mais honnêtes, qui flottent entre la crainte d'une entière subversion et celle d'un retour à l'arbitraire du pouvoir absolu. Il travaille à la reformer sous le drapeau de la défense commune de la liberté et de l'autorité monarchique. Il prépare les bases de la création d'un nouveau club, celui des *Impartiaux*, qui, dans sa pensée, doit réunir les hommes modérés de tous les partis et contre-balancer l'influence de celui des Jacobins ². Il soumet son projet à une conférence, composée des

1. Séance du 13 octobre 1789.

2. Ce dernier club, connu d'abord sous le nom de *Club breton* ou des *Amis de la Constitution*, avait été fondé à Versailles par Duport, Lameth et Barnave. Installé ensuite à Paris, dans l'ancienne église des Jacobins de la rue Saint-Honoré, dont il prit le nom, il avait pour mission de correspondre avec la province et de combattre toute réaction. Il comprenait alors toute la gauche de l'Assemblée et notamment la section, dite des *enragés*, et commençait à ouvrir ses rangs aux fauteurs d'anarchie.

hommes les plus notables de l'Assemblée. Mais, par une aberration étrange, MM. de la Fayette, de Liancourt et de la Rochefoucauld qui en font partie, tout en reconnaissant la nécessité de rétablir la royauté dans tout son éclat, tiennent à ajourner les mesures propres à fortifier son pouvoir, sous prétexte que la clef de voûte d'un édifice en est la dernière pierre à poser¹. Ils font ainsi avorter la conférence et donnent à la Révolution le temps de consommer la ruine de la royauté.

Déçu dans cette tentative de rapprochement, Malouet la reprend quelques mois plus tard, en constituant la *Société monarchique*. Mais une dénonciation haineuse de Barnave soulève contre elle les colères de la foule et force Malouet de la dissoudre².

Ce double insuccès ne l'arrête pas. Privé de tout moyen d'action personnelle sur l'Assemblée, il s'abouche avec ceux de ses membres qui peuvent encore la diriger. Le plus puissant de tous est Mirabeau. A force de talent et d'intrigues, il a fini par surmonter le discrédit que la triste célébrité de ses vices faisait peser sur lui, et il est devenu le héros de la Révolution. S'il a porté les plus rudes coups à la royauté, il tient à son maintien. Par calcul non moins que par conviction, il aime et veut la liberté. Il en a toujours regardé Malouet comme le serviteur le plus sage et le plus dévoué.

C'est à lui qu'il s'était ouvert, dès la fin de mai 1789,

1. Lettre du duc de la Rochefoucauld au *Mercur de France*, reproduite dans le *Moniteur* du 10 mars 1790. (*Mémoires*, t. II, p. 55, en note.)

2. Séance du 25 janvier 1791. (*Mémoires*, t. I^{er}, p. 291 et 292.)

de son désir de se rapprocher du Roi et de le servir; et il n'avait dépendu alors que de Necker de l'attacher à sa cause¹. C'est encore à lui qu'il s'adresse, quand, président de l'Assemblée, il comprend l'urgente nécessité de se réconcilier avec la cour et de mettre un terme aux folies et aux crimes de la Révolution². Il sait Louis XVI favorable au principe et aux projets de la *Société monarchique*; il aspire à la ressusciter en grand. Par un billet qu'il fait passer à Malouet, au cours de la séance du 11 février 1791, il lui propose une conférence chez M. de Montmorin pour le lendemain. L'entrevue a lieu; Mirabeau y expose son plan, « qui était bien ce qu'il fallait tenter³ ». Malouet n'y fait aucune objection; mais il exprime quelques doutes sur le succès de ses moyens d'exécution en présence de la division de l'Assemblée et de la démoralisation croissante de tout un grand peuple armé. La discussion s'engage et se prolonge fort avant dans la nuit. On s'ajourne à huitaine pour la reprendre. Mais Mirabeau qui s'était retiré exténué de fatigue, prit le

1. *Mémoires*, t. I^{er}, p. 280 et 282.

2. *Ibid.*, t. II, p. 98.

3. Ce plan de Mirabeau était « la dissolution de l'Assemblée actuelle demandée par les départements; un choix de députés désignés parmi les hommes les plus sages de la capitale et des provinces; la Constitution à recommencer; l'Assemblée nationale divisée en deux Chambres; le tiers du bien du clergé sacrifié à l'acquittement de la dette nationale; l'abolition des privilèges onéreux au peuple; le droit d'ajournement, de dissolution des États et de veto absolu, attribué au Roi; les clubs détruits, les départements, les municipalités et la garde nationale sous l'autorité immédiate du Roi, exerçant souverainement et dans toute la plénitude le pouvoir exécutif; la responsabilité des ministres, la suppression des lettres de cachet, l'admission exclusive des propriétaires aux Assemblées nationales, sans indemnité. (*Mémoires*, t. II, p. 106.)

lit le lendemain pour ne plus se relever. Il mourut le 2 avril.

Sa mort, « qui fut, comme sa vie, un malheur public », ne découragea pas Malouet. Il entra alors en pourparlers avec les deux chefs du parti constitutionnel, La Fayette et Barnave, qui déjà s'étaient séparés des jacobins, et s'entendit avec eux pour faire un appel, au nom du Roi, à tous les propriétaires, former un camp de troupes d'élite à 20 lieues de Paris, publier une déclaration conforme aux vœux des cahiers et ménager la retraite du Roi hors de la capitale¹. Mais Louis XVI, qui n'aimait ni l'un ni l'autre et qui, d'ailleurs, concertait de son côté un plan d'évasion avec M. de Bouillé, refusa son adhésion à ce projet. Il ne lui sut pas moins fort bon gré de son dévouement, et la reine le lui témoigna de la manière la plus flatteuse quelques jours après le retour de Varennes², lorsqu'en le voyant entrer dans le cabinet du Roi où elle se trouvait elle-même avec son fils et Madame Elisabeth, elle dit au jeune Dauphin : « Mon fils, connaissez-vous Monsieur? — Non, ma mère, répondit l'enfant. — C'est M. Malouet, reprit la reine, *n'oubliez jamais son nom*³. »

A cette date déjà bien critique, il était pourtant possible encore d'enrayer la Révolution et de rétablir l'autorité royale. C'était le désir de Barnave, revenu de ses erreurs et disposé à tout faire pour les réparer. C'était

1. *Mémoires*, t. II, p. 141.

2. C'était le 27 juin 1791, le surlendemain de la séance où Malouet avait pris la parole pour combattre la motion de Thouret, qui plaçait le Roi et la famille royale sous la surveillance du commandant de la garde nationale.

3. *Mémoires*, t. II, p. 149.

celui de son parti : car même depuis la tentative d'évasion du Roi, « le sentiment dominant dans l'Assemblée était bien le malaise et l'inquiétude; mais *il n'y avait pas dans le côté gauche quarante députés mal disposés pour le Roi*¹ ». Malouet l'affirme et son témoignage est irrécusable; nul mieux que lui ne connaissait les dispositions et l'esprit de ses collègues.

Malheureusement la confiance de Louis XVI en ses lumières était loin d'égaliser l'estime qu'il faisait de son caractère; et l'impuissance de cet infortuné prince à prendre un parti, l'éloignait toujours d'adopter son avis. Aussi quand, quelques semaines plus tard, Barnave voulut reprendre leurs projets communs et tenter avec lui un suprême effort pour opérer le salut de la monarchie par la révision de l'acte constitutionnel, le défaut d'adhésion du Roi fit échouer leur plan. Dès lors, le travail de cette inapplicable Constitution s'acheva sous l'empire de l'esprit de discorde qui dominait l'Assemblée. Lorsqu'il fallut se prononcer sur elle, la droite refusa de délibérer; la gauche, n'osant pas se rétracter, renonça à son projet de révision, et Malouet se trouva seul pour la dénoncer, à la tribune, comme antimonarchique et impraticable². Elle fut votée le 3 septembre 1791; et le 14, en séance solennelle, Louis XVI, qu'elle dépouillait de ses prérogatives les plus légitimes, vint jurer de l'observer. L'Assemblée, émue de sa présence, répondit à son discours par des cris d'enthousiasme. « C'était l'adieu de la France

1. Lettre de Malouet citée page 148, t. II, de ses *Mémoires*, en note.

2. Discours de Malouet des 8 et 30 août 1791.

à la monarchie¹. » Elle se sépara quinze jours après², en ajoutant à la longue et néfaste série de ses fautes³ celle d'interdire la réélection de ses membres à l'Assemblée législative qui allait la remplacer.

Cette nouvelle représentation nationale reflétait encore exactement l'opinion publique. La majorité était constitutionnelle; la minorité, qui comptait dans ses rangs les girondins « et parmi eux des talents, mais aussi des hommes *de la plus dangereuse espèce*⁴ », tendait au républicanisme. Dans la société, il est vrai, comme dans les salons, le sentiment dominant était l'horreur de la Révolution et du jacobinisme. Cependant l'intérêt de la cour eût été de faire taire ses ressentiments et de s'allier franchement aux constitutionnels qui, dans les gardes nationales et dans les provinces, formaient la grande majorité du pays, pour opposer une digue au débordement de la démagogie.

Malouet, spectateur attentif des luttes de l'arène poli-

1. *Mémoires*, t. II, p. 160, note 1.

2. Le 30 septembre 1791.

3. M. le vicomte de Meaux, dans son excellente étude sur *la Révolution et l'Empire*, a bien résumé ces fautes : la première, dit-il, avait été de prétendre constituer à neuf la société française et, dans cette entreprise, d'imaginer de créer à son gré la Royauté et l'Église, ces deux grandes institutions qu'elle rencontra devant elle, presque seules, debout et vivantes, après les avoir provisoirement détruites de fond en comble; et la seconde consista à accepter le désordre comme moyen de progrès social, et après avoir, au 14 juillet, glorifié l'insurrection des soldats, au 6 août, donné raison à l'insurrection des paysans, à livrer, le 6 octobre, le Roi et à se livrer elle-même à l'insurrection de la populace. (P. 133.) Voir aussi la sévère, mais juste appréciation de l'Assemblée constituante, par Mallet du Pan, dans ses *Mémoires*, t. I^{er}, p. 240.

4. *Mémoires*, t. II, p. 193.

tique qui lui était fermée¹, et dont les angoisses patriotiques semblaient redoubler le zèle pour la cause du Roi, ne cessait de lui conseiller cette ligne de conduite. Mais l'invincible répugnance de Louis XVI pour les mesures vigoureuses et encore plus peut-être pour les constitutionnels, l'empêchèrent de l'adopter; et son inaction ne fit qu'accroître les forces du parti républicain.

Sur ces entrefaites éclata l'insurrection de Saint-Domingue, qu'avait provoquée l'imprudence des décrets sur l'égalité des droits politiques entre les colons et les hommes de couleur libres². Malouet, qui y avait toute sa fortune, aurait voulu s'y rendre; le déplaisir du Roi à le voir partir le retint à Paris, bien qu'il fût assuré que cette bienveillance de Louis XVI à son égard ne lui donnerait aucune prise sur ses résolutions³.

Il saisit néanmoins cette occasion de renouveler ses instances en vue d'une réaction énergique contre la puissance désorganisatrice du parti républicain, au moyen d'une force armée nationale, soutenue par la confédération des gardes nationales du département et des partisans de la Constitution. Un moment, il put croire au succès de ses efforts et à l'adoption par le Roi d'un plan de défense intérieure, séparé de toute alliance étrangère. Mais des indiscretions la firent avorter. Brissot en eut vent et provoqua le licenciement de la garde constitu-

1. C'est alors qu'il publia ses *Opinions et Discours*, ses *Lettres sur la Révolution* et sa *Lettre aux Émigrants*, dont le roi le remercia.

2. Décrets des 13 mars 1790 et 15 mai 1791.

3. *Mémoires*, t. II, p. 203.

tionnelle. Louis XVI, découragé, sanctionna ce décret et retomba dans son indécision et son inertie habituelles, s'abandonnant aux événements, ne sachant ni les prévenir ni les diriger et préférant rester isolé au milieu de ses ennemis plutôt que de rallier autour de lui le parti national sous le drapeau de la Constitution.

La Fayette, « sûr de son armée et de celle de son collègue Luckner, si le roi consentait à se mettre à leur tête », vint, une première fois en mai 1792, lui en faire la proposition et sollicita Malouet de l'appuyer. Il se faisait fort de protéger le départ de la famille royale par des détachements, échelonnés sur sa route, d'une de ses divisions qu'il porterait tout exprès sur Compiègne¹. Le Roi s'y refusa.

Après les saturnales du 20 juin, où la personne royale subit les plus sanglants outrages, la majorité des départements et l'armée tout entière se prononcèrent contre cet odieux attentat. Cette protestation indignée de l'opinion pouvait rendre à Louis XVI sa liberté d'action. La Fayette le comprit et, jaloux de réparer ses torts envers lui, il accourut de nouveau le supplier de se rendre à son camp. Le Roi persista dans son refus².

A son tour, M^{me} de Staël, fort au courant des complots qui se tramaient contre le Roi et la Reine, les jugeait perdus si l'on ne venait promptement à leur secours. Elle s'offrit à Malouet, qu'elle connaissait, de les sauver, « heureuse, lui dit-elle, moi qu'ils considèrent comme une ennemie, de risquer ma vie pour leur salut ». Il

1. *Mémoires*, t. II, p. 216 et suiv.

2. *Ibid.*, t. II, p. 217.

trouva son projet excellent¹ et courut au palais pour en faire part au Roi qui, cette fois, ne voulut même pas l'entendre.

Ces refus réitérés ne parviennent pas à le rebuter. Il connaît la générosité d'âme du duc de Liancourt; il recourt à lui et revient aux Tuileries, le 7 août, proposer au Roi un autre plan d'évasion par Pontoise, où le duc, qui commande à Rouen, doit réunir les quatre régiments à ses ordres, pour assurer la retraite de la famille royale. Le Roi et la Reine l'écoutent, mais rejettent encore ce dernier moyen de salut que leur offre cependant un dévouement éprouvé; ils préférèrent s'abandonner au zèle aveugle d'officieux indiscrets et les laissent nouer, en leur nom, des relations avec les plus fougueux jacobins et compter à Pétion et à Santerre, la veille de la fatale journée du 10 août que ces deux fourbes promettent d'empêcher, les 750,000 livres qui leur serviront à la payer².

« Il faut en prendre notre parti, s'écria M. de Montmorin, en apprenant de la bouche de Malouet la funeste résolution du Roi, nous serons tous massacrés et ce ne sera pas long³. »

1. « Il y a une terre à vendre près de Dieppe, lui dit-elle, je l'achèterai; j'emmènerai à chaque voyage un homme sûr à moi, ayant à peu près la taille et la figure du roi, une femme de l'âge et de la tournure de la reine, et mon fils, qui est de l'âge du Dauphin. Vous savez de quelle faveur je jouis parmi les patriotes. Quand on m'aura vue voyager avec cette suite deux fois, il me sera facile d'emmener une troisième fois la famille royale; car je pense fort bien voyager avec mes deux femmes, et M^{me} Elisabeth sera la seconde. » (*Mémoires*, t. II, p. 222.)

2. *Mémoires*, t. II, p. 214.

3. *Ibid.*, t. II, p. 225.

Il fut en effet massacré, comme M. de Clermont-Tonnerre, le jour même de cette exécration insurrection; et le Roi dut chercher un asile dans l'Assemblée, au milieu de ses ennemis les plus acharnés, victime sans doute de leur perfidie qui ne lui ouvrit la prison du Temple que pour le conduire à l'échafaud, mais plus encore victime de sa propre faiblesse qui paralysait en lui la rectitude du jugement, le sentiment du devoir et la volonté du bien, et qui l'empêcha toujours de comprendre que « les peuples ne sont rien que par ceux qui les conduisent », que la France, pour ne pas sombrer au milieu des écueils de sa transformation politique, « avait, avant tout, besoin d'un chef et d'un guide », et que s'il ne savait pas diriger l'opinion publique et faire respecter la volonté générale, d'audacieux scélérats ne tarderaient pas, au nom du peuple, à usurper tous ses droits, et leurs meneurs à s'emparer de la puissance publique¹.

Quant à Malouet, « dont le nom était affiché au coin des rues² », il sortit, la nuit même, de sa maison de la rue d'Enfer et n'y rentra plus. Resté d'abord caché dans Paris où, chaque soir, il était forcé de changer d'asile, il se réfugia, après les massacres de Septembre, d'abord à Gennevilliers, puis à Boulogne-sur-Mer, d'où il réussit, au prix de mille dangers, à gagner l'Angleterre. Il était à Londres, malade, lorsqu'il apprit le procès du Roi; il s'offrit pour le défendre. La Convention passa à l'ordre du jour sur sa demande, mais ne manqua pas d'ordonner

1. *Mémoires*, t. II, p. 228.

2. *Ibid.*, t. II, p. 238.

l'inscription de son nom sur la liste des émigrés. Burke put dire alors, en toute vérité, que Malouet « est le dernier qui ait veillé au chevet de la monarchie expirante ».

Il rentra en France en 1802 et fut nommé, l'année suivante, par Bonaparte préfet maritime à Anvers. Il y resta sept ans et sut répondre aux vues de l'Empereur sur ce grand port en le dotant rapidement, avec des moyens bornés, de chantiers, de magasins et de vaisseaux. Appelé, en 1810, au conseil d'État, il en fut banni, en 1812, sur un ordre de l'Empereur qui ne lui pardonna pas d'avoir blâmé la campagne de Russie.

La Restauration le trouva dans la retraite qu'il s'était choisie en Touraine, et Louis XVIII s'empressa de lui confier le portefeuille de la marine; mais ses forces étaient épuisées; il mourut le 6 septembre 1814, âgé de soixante-quatorze ans. La France fit les frais des funérailles de ce grand homme de bien, dont la vie avait été consacrée tout entière à son service.

~~Le conseiller d'Éprémèsnil (Jean-Jacques Duval), né à Pondichéry en 1746, élève de 1757 à 1760, guillotiné en 1794. Petit-fils, par sa mère, de Dupleix, le gouverneur général des possessions de la Compagnie des Indes, il obtint, jeune encore, un siège au Parlement de Paris et devint bientôt l'un des représentants les plus célèbres de ce grand corps, dans ses luttes funestes contre la Royauté, par son énergie, sa franchise, son éloquence et son ardeur à en défendre la puissance et les prérogatives. Mais dépourvu de cette rectitude de sens, de cette profondeur de vues et de cette suite dans les desseins qui font l'homme d'État, il ne sut que compromettre les intérêts qu'il vou-~~

Robert et Cougny = Dict. des parlementaires français, Paris, Bourolon, 1889

Pierre Victor, baron Malouet, député en 1789 et ministre

de Riom le 11 février 1740, mort à Paris le 7 sept. 1814

Il étudia le droit, cultiva la poésie, puis entra dans l'administration au département de la marine et des colonies. Pendant cinq ans il resta à St-Domingue comme sous-commissaire et fut ensuite envoyé en mission à Cayenne par M. de Sartines. Il reçut en récompense de ses services, en 1780, l'intendance de la marine à Toulon. C'est là que le trouvaient les événements qui marquaient le début de la Révolution. Le tiers état de la seigneurie de Riom élut le 21 mars 1789, député par acclamation. Cette élection, faite sans scrutin, fut d'abord assez mal accueillie, lors de la vérification des pouvoirs : on trouvait des inconvénients à admettre un député nommé par la forme tumultueuse et équivoque d'une acclamation ; mais aucune réclamation ne s'étant produite, Malouet fut validé par 139 voix contre 43.

Il fit partie du comité de laclarme et se fit vite remarquer par la fermeté de ses convictions royalistes, tout en votant pour la réunion des ordres et pour l'abolition des biens du clergé. A plus d'une reprise, il dénonça Marat et Camille Desmoulins, dont les journaux entretenaient l'excitation populaire et demanda qu'ils fussent mis en jugement. Il obtint même contre le dernier un décret d'accusation qui n'eut d'ailleurs pas de suite. Avec Cazalès, il réclama pour le roi une sorte de pouvoir victoriel et fonda un club monarchique pour contrebalancer l'influence des sociétés populaires et du club des Jacobins. Il entra, peu après, au conseil privé du roi ; mais il s'aperçut bientôt de l'inutilité de ses efforts, et, après la journée du 10 août, il passa en Angleterre. A la fin de 1792, par l'entremise du chargé d'affaires de France à Londres, il fit demander à la Convention l'autorisation de venir à la barre défendre le roi. On ne répondit qu'en inscrivant Malouet sur la liste des émigrés.

D'accord avec un certain nombre d'émigrés, il demanda ensuite au gouvernement anglais de lui laisser prendre possession de St-Domingue, afin de fonder là-bas une nouvelle France, le cabinet anglais refusa.

Malouet retourna en France à l'époque du consulat et fut replacé dans l'administration de la marine, grâce à l'intervention du premier consul qui estimait ses talents et sa loyauté. En 1803, il fut envoyé commissaire général à Anvers, chargé d'y établir des chantiers, d'y relever l'arsenal, de construire des vaisseaux, etc. Il contribua aussi, par ses énergiques mesures de défense à l'écarter des Anglais sur l'Escaut ; sa mauvaise santé le força de revenir à Paris.

Nommé conseiller d'Etat, créé baron de l'Empire le 31 janvier 1810 et officier de la légion d'honneur le 16 mai 1810, il devint en 1812 suspect de royalisme et fut exilé enorraine par ordre de l'Empereur. Malgré le précaire état de sa santé, il accepta du gouvernement provisoire, en 1814, les fonctions de commissaire au département de la marine dont Louis XVIII, à sa rentrée, lui remit le portefeuille ministériel.

Mais il ne put résister au travail et aux préoccupations qu'imposait cette charge et il mourut à la tâche le 7 sept. suivant. Il n'avait aucune fortune ; le roi payait aux frais de ses funérailles.

Il a publié :

Mémoire sur l'esclavage des nègres, 1788.

Mémoire sur l'administration de la marine, 1790.

Défense de Louis XVI, 1792.

Considérations historiques sur l'empire de la mer chez les Anciens et les Modernes, Anvers, 1810.

Les 4 parties du jour à la mer, 1768 poème.

Épître en vers au prince de Condé sur ses victoires en Allemagne.

Quérard = La France littéraire, Paris, Didot, 1855, t. V, p. 1477 =

Pierre Victor Malouet, député aux États généraux, à l'Assemblée constituante, commissaire général de la marine, conseiller d'Etat, ministre de la marine, né à Riom, en février 1740, mort le 7 sept. 1814

— Collection de mémoires et correspondance officielle sur l'administration des colonies et notamment sur la Guyanne française et hollandaise, Paris, Baudouin an X, (1802), 5 vol. in 8

— Collection de 14 opinions à l'Assemblée constituante, Paris, 1791-92, 3 vol. in 8
le 5^e volume contient des lettres sur la Révolution.

— Considérations historiques sur l'empire de la mer chez les Anciens et les Modernes. Anvers, 1810, in 8.

— Défense de Louis XVI, 1792, in 8.

— Défense des commandants et des officiers de la marine, prisonniers à Toulon, 2^e opinion, 1789, in 8.

— Examen de cette question : quel sera pour les colonies de l'Amérique, le résultat de la révolution française, de la guerre qui en est la suite et de la paix qui doit la terminer ? Nouv. édit., Paris, 1796 in 8. La 1^{re} édit. parut à Londres.

- Lettre à un membre du Parlement sur l'intérêt de l'Europe au salut des colonies de l'Amérique, 1797, in 8.
- Lettres à ses commettants, 1789, in 8.
- Mémoire sur l'administration du département de la marine, 1790, in 8.
- Mémoire sur l'esclavage des nègres, dans lequel on discute les motifs proposés pour leur affranchissement, ceux qui s'y opposent et les moyens praticables pour améliorer leur sort. Paris et Nouchâtel, 1788, in 8.
- Suite de l'opinion sur les mesures proposées par M. de Méraubeau et de Lamoignon relativement à la sûreté intérieure et extérieure du royaume, 1789, in 8.
- Voyage et conspiration de deux inconnues, Histoire véritable, extraite de tous les mémoires authentiques de ces temps-ci. Paris, Valade, 1792, in 8 de 52 pages.
C'est sur la foi d'A. G. Barbier que nous attribuons cet écrit à Malouet; mais la note suivante, que nous empruntons à la Feuille de correspondance du libraire, année 1792, semble détruire cette assertion:
" cette petite histoire est très agréablement écrite; seulement on aura de la peine à la croire véritable par les faits
" incroyables qu'elle contient. En effet, qui pourra jamais croire que la nation ait été en correspondance de lettres
" avec M. Mal. du P. (Malouet du Dan)? Comme c'est sur de telles aventures que roulent tous les détails de ce roman,
" nous sommes bien aises d'en prévenir nos lecteurs, afin que les charmes du style ne les séduisent pas. "
- Deux odes imprimées dans le Temps, l'une sur la prise de Mahon, l'autre sur les victoires du Prince de Condé
- Les 4 parties du jour à la mer, poème, imprimé dans les Œuvres provinciales de Beranger
- Des morceaux dans les archives littéraires de l'Europe
- Plusieurs lettres dans les Mélanges de philosophie et de littérature de Suard (1804)
- Il a laissé des mémoires manuscrits